



Les débordements, dans le monde du football, n'épargnent personne. Ils concernent aussi les matchs impliquant des joueurs hauts comme trois pommes.

© MICHEL TONNEAU.

qui désorientent certains joueurs, perturbés par les injonctions contradictoires qu'ils reçoivent de leurs parents et de leur entraîneur. « Beaucoup de personnes pensent avoir la capacité de juger correctement, en dépit de l'opinion du coach. C'est une frontière à ne pas dépasser. »

« On laisse tout faire »

Question de point de vue... « On n'a pas le sentiment de dépasser les bornes sur le bord du terrain », témoigne le père d'un adolescent. « D'abord, parce que tout le monde agit de la même manière, donc rien n'indique que notre comportement est anormal. Ensuite, parce qu'on vit intensément le match. Nos interventions, nos cris et nos encouragements sont censés être inoffensifs. » Quand il a suggéré à l'arbitre « d'aller chez l'ophtalmologue », de « suivre un peu le match » et quand il lui a reproché « de ne pas connaître les règles », c'était « une remarque en l'air. Je ne m'adressais pas vraiment à l'arbitre, je n'attendais même pas de réaction ou de changement d'attitude de sa part. Mais c'est difficile de rester silencieux quand on est pris par la rencontre et qu'on est



A Waremme, Raphaël Quaranta et Patrice Broeders, coordinateurs des jeunes, posent à côté de l'affiche placée à l'entrée du club.

© MICHEL TONNEAU.

témoin d'une injustice flagrante ». Alors, il a fait savoir son mécontentement, tout en ayant conscience que l'homme en noir « ne changerait pas d'avis ».

Et que le spectateur qu'il est ne sera pas réprimandé, parce qu'en football, marquer son désaccord avec l'arbitre est, dans les faits, autorisé ; la culture de la contestation est entretenue. « Certains sports, où la première manifestation contre l'arbitre est sanctionnée, se prêtent moins à ce genre de remarques. En football, on laisse tout faire. C'est notamment pour cette raison que des parents ont déjà agressé des entraîneurs, des arbitres », decode Philippe Godin.

Les chiffres en possession de l'Union belge, et de son aile francophone, peuvent paraître paradoxaux, puisqu'ils laissent penser que le problème est loin d'être répandu, alors que de nombreux acteurs de terrain assurent le contraire. « A Bruxelles et dans le Brabant wallon, on enregistre seulement environ un incident pour 10.000 matchs. C'est un incident de trop, mais il n'y a pas de quoi dramatiser ou être alarmiste », confie Marc Roosens, senior manager du comité provincial Brabant-Bruxelles, en charge des sanctions éventuelles. « Lorsque des groupes de supporters vont trop loin, on peut mettre le club à l'amende (on parle de plusieurs centaines d'euros, NDLR). Certaines sanctions peuvent être accompagnées d'un sursis, ce qui fait que les clubs ont une épée de Damoclès au-dessus de la tête. Ça les force à mettre en place des initiatives internes pour éviter que ne se reproduisent des incidents. Ce qu'ils ont intérêt à faire, notamment pour les clubs inscrits dans le projet Parents fair-play, pour lesquels un label lié à des subsides peut être retiré. »

Les choses se compliquent quand les débordements sont individuels. « Il faut, dans un premier temps, pouvoir identifier le fauteur de troubles. Ensuite, il faut qu'il soit affilié à la RBFA (ce qui n'est pas le cas de tous les parents, NDLR), sinon on ne peut pas le suspendre. Si les faits sont très graves, on peut envisager une radiation », détaille Marc Roosens.

Pour cela, encore faut-il que les com-



Dans chaque club prenant part au projet Parents fair-play, un adulte porte un brassard et sert de référent.

© MICHEL TONNEAU.

portements violents soient portés à la connaissance des organes sanctionneurs. A Waremme, Raphaël Quaranta et Patrice Broeders, coordinateurs des jeunes du club depuis respectivement cinq et six ans, ont dû exclure plusieurs parents et, par ricochet, des enfants. « Les gamins sont pris en otages, on le regrette, mais on est obligés de prendre

C'est difficile de rester silencieux quand on est pris par la rencontre et qu'on est témoin d'une injustice flagrante

Le père d'un joueur



une décision sévère quand un entraîneur, par exemple, est en danger. » Il y a deux ans, le père d'un joueur a donné un coup de tête à un entraîneur parce que son fils ne jouait pas assez à son goût. L'affaire, réglée en interne, n'arrivera jamais jusqu'aux oreilles de la Fédération belge. « Des cas aussi extrêmes sont, fort heureusement, isolés. On n'en a eu que deux en six ans. Du reste, il incombe à la personne incriminée d'expliquer à son enfant qu'elle est la seule responsable. »

Les parents « mettent une pression inutile » sur les enfants

Pour limiter ces débordements, Raphaël Quaranta et Patrice Broeders ont décidé de sensibiliser les joueurs qu'ils encadrent. « On leur parle pour qu'ils restent calmes. Contrairement à d'autres clubs, on encourage le dialogue. L'idée est de leur rappeler que c'est un hobby, que le plaisir de jouer doit être prépondérant. » Un message qu'ils jugent d'autant plus important que « certains parents rêvent pour les enfants quand ils sont tout petits, et les placent dans le football en étant motivés par les perspectives financières

Le projet Parents fair-play nécessaire pour deux labels sur trois

Lors de la saison 2015-2016, pour tenter de limiter les comportements violents des parents lors des matchs de football, l'ACFF, l'aile francophone de la Fédération belge, a mis en place le projet Parents fair-play. « Le but est de gérer les comportements abusifs : les insultes envers les enfants, entre parents, etc. », explique Antoine Rustin, responsable du projet. « Il faut un responsable par équipe de jeunes. Il n'a cependant aucun pouvoir juridique. Il fait de la prévention, accueille l'équipe adverse, sert de témoin en cas de problème et tente de calmer les esprits. » Si 17 clubs ont rejoint l'initiative lors de son lancement, ils sont dix fois plus nombreux à en faire partie aujourd'hui. Une étape nécessaire pour l'obtention de labels, auxquels est lié l'octroi de subsides. « Il y a trois niveaux de label : pour les deux plus prestigieux, faire partie du projet est nécessaire, mais pas suffisant, de nombreux autres critères étant pris en compte », détaille Antoine Rustin.

Reste que des débordements peuvent entraîner l'exclusion d'un club du projet, et, en conséquence, la perte d'un des deux labels les plus prestigieux. De quoi inciter entraîneurs et parents à ne pas signaler des comportements déviants, pour protéger le club ? « On ne peut pas affirmer avec certitude que ce n'est jamais arrivé », pointe Antoine Rustin. En effet, pour que l'ACFF sache pour quelle raison des débordements n'ont pas été signalés, il faut d'abord qu'elle ait eu vent de ces débordements. Sauf que, pour ce faire, ils doivent être signalés. « Cependant, ce sont souvent les parents ou l'entraîneur de l'équipe adverse qui nous rapportent des problèmes. Un club ne peut donc pas "protéger" son label en fermant les yeux sur des comportements problématiques », conclut-il. S.GG

qu'offre ce sport ». Ils leur « mettent une pression inutile, encensent leurs gamins, les changent de club au moindre contretemps ».

Comme ce père, qui fait des remarques, parfois virulentes, à son fils, quand il ne prend pas la bonne décision ou est imprécis. Et aux enfants des autres, aussi. Notamment à ce gardien de 8 ans, dont il ne connaît pas le prénom et qu'il appelle « gardien ». Parce que le but encaissé, c'est de sa faute, « il n'avait qu'à être mieux placé, ce ne serait pas arrivé ».

Dès lors, pour éviter ces débordements, faut-il éloigner les parents des terrains, comme le suggèrent les deux coordinateurs de Waremme (« S'ils sont derrière une vitre, ils voient le match et on ne les entend pas, tout le monde est content ») ? « Ce serait une manière très imparfaite de régler le problème. On le déplacerait », met en garde Philippe Godin. « Les matchs se dérouleront certes dans une ambiance plus calme, mais on n'a aucune idée de ce qui se passera dans la voiture, sur le chemin du retour, ou lorsque l'enfant sera rentré chez lui. Je ne suis pas convaincu qu'il faille éloigner les parents, sauf si on est en présence d'un fou furieux. » Il invite à mettre en place des solutions plus structurelles, comme le fait « d'éduquer les parents à se comporter de manière adéquate, leur expliquer clairement, au sein de chaque club, ce qui est autorisé et l'attitude qui est attendue ». Et d'affirmer, d'après son expérience, que « c'est efficace dans la plupart des cas, même s'il y a toujours un énergumène ou l'autre qui ne comprend pas ».